

Vie des villes, vie des ch

Nos campagnes sont en mutation. Accès au logement, aménagement du territoire des chardons et piquent déjà de nombreux « ruraux ». Débroussaillage par Ma dans un département spécialisé dans les questions environnementales.

Finie la campagne de papa ?

Finie en tout cas celle de bon-papa. Historiquement, il y a un siècle, dans les campagnes wallonnes, les populations étaient majoritairement occupées à des activités agricoles ou artisanales liées à des ressources locales. Elles vivaient en quasi-autarcie et étaient très attachées à leur territoire. La ville, elle, concentrait les activités marchandes, administratives, de service. Vous n'avez plus aujourd'hui cette distinction entre un espace socio-économique rural et urbain. Nous ne sommes plus dans deux mondes sociaux radicalement différents, même si les choses ne sont

Le premier effet, c'est la diminution de la cohésion sociale et de l'interconnaissance des gens en milieu rural. Elles sont beaucoup plus faibles qu'il y a un demi-siècle, où les gens vivaient 365 jours par an dans leur village, y travaillaient, s'y mariaient... Cela est renforcé par l'hétérogénéité de la population, composée d'agriculteurs qui travaillent et vivent de leurs terres, de simples résidents, de seconds résidents, de gens qui ont envie de s'investir dans le tissu local et d'autres qui consomment passivement leur cadre de vie...

Par ce caractère hétérogène de la population et de ses attentes, les questions d'environnement deviennent cruciales et sont l'ob-



“Par ce caractère hétérogène de la population et de ses attentes, les questions d'environnement deviennent cruciales et sont l'objet de désaccords profonds”

pas parfaitement homogènes et uniformes.

Ce qui fait davantage la distinction entre le rural et l'urbain, c'est le type de milieu environnemental dans lequel on vit. En faisant attention à cette particularité : l'environnement dans lequel vivent les ruraux aujourd'hui, ils n'en vivent éventuellement pas, ils le consomment souvent comme cadre de vie tout en travaillant en ville ou dans une industrie. Attention aussi à l'échelle de référence : vue de l'Europe, la Belgique - avec sa densité de population - pourrait être assimilée à une grande ville.

Vous dites que les modes de vie diffèrent peu. Est-il alors encore valable de distinguer ruraux et néo-ruraux ?

Le terme « néo-ruraux » a été inventé il y a une trentaine d'années, parallèlement à l'essor de l'automobile, lorsque nous nous sommes aperçus que nous n'étions plus dans un monde où les ruraux émigrent vers les villes, mais à l'inverse, où des citadins viennent s'installer à la campagne pour y profiter du cadre de vie et d'un logement moins cher. Cette migration a provoqué et provoque toujours un redéveloppement démographique dans les campagnes belges.

Pouvons-nous dire pour autant qu'il y a d'un côté des « ruraux », qui sont les vrais villageois de souche, et de l'autre côté des « néo-ruraux » ? Les choses sont bien plus compliquées que cela. Dans tous les villages, vous avez des gens installés là depuis dix générations, deux générations, dix ans. Et la plupart vivent aujourd'hui à la campagne exactement comme dans les villes. Qui, aujourd'hui, ne fait pas ses courses au supermarché, ne passe pas ses vacances hors du domicile, ne travaille pas à une certaine distance... ? Nous sommes tous mobiles continuellement et l'endroit où l'on habite n'est pas celui où l'on fait tout. C'est typiquement cela un mode de vie urbain. Où que l'on vive.

Le fait d'habiter à la campagne mais d'adopter un mode de vie urbain pose-t-il problème ?

jet de désaccords profonds. Schématiquement, la personne habitant à la campagne, mais travaillant à l'extérieur, voit ce milieu comme un havre de paix et l'agriculteur y voit une ressource économique intéressante. Chacun a donc une vision très différente de ce que doit être l'environnement et de comment le gérer.

Comment arriver à encourager et pérenniser la participation citoyenne dans un milieu rural où la cohésion sociale est de moins en moins présente et où une franche importante de la population est de plus en plus mobile ?

C'est justement là que la participation citoyenne est importante, parce qu'aujourd'hui, ce que l'on doit faire d'un territoire, d'un village, d'un quartier, n'est plus écrit à l'avance et ne met pas tout le monde d'accord. Il est donc d'autant plus important d'éduquer les gens à la discussion, à la participation, à la consultation, à leurs droits et devoirs...

Très souvent, la participation citoyenne est vécue par les décideurs comme un obstacle au développement, alors que les pays qui ont développé le plus ces pratiques - le Danemark et les Pays-Bas -



L'un des plus grands défis du milieu rural ces prochaines années sera celui de la mobilité.

hamps : toutes pareilles

territoire, mobilité, cohésion sociale, agriculture ... les défis poussent comme
 Marc Mormont, professeur de sociologie à L'Université de Liège, site d'Arlon,

sont ceux qui se portent le mieux socio-économiquement. Nous allons devoir économiser l'espace et en rationaliser l'usage, mais cela ne se fera pas sans l'adhésion des gens. Pour cela, il faut leur demander ce qu'ils veulent faire de leur quartier, de leur village, de leur territoire.

« Economiser l'espace et en rationaliser l'usage », vous posez là la question de l'aménagement du territoire..

Oui. Il est urgent de définir quelles sont les véritables vocations de nos campagnes. Il y a une tendance à considérer qu'en milieu rural, il y a de l'espace bon marché et qu'on peut donc y installer tout et n'importe quoi : centres commerciaux, industries, autoroutes, décharges... Même la politique de construction de logements n'y est pas suffisamment raisonnée et raisonnable. Il y a un certain gaspillage de l'espace rural en Belgique, qui est pourtant loin d'être abondant.

L'urbanisation sera l'un des problèmes les plus difficiles à gérer à l'avenir. Nous avons opté pour un mode d'urbanisation excessivement diffus en laissant les gens s'installer n'importe où et les villages s'étirer le long des grands axes. C'est à la fois lié au développement automobile et à la mentalité belge individualiste chérissant la maison 4 façades. Cela comporte des coûts économiques et environnementaux importants en termes de constructions d'infrastructures. Mais cela engendre aussi des coûts en matière de mobilité et d'énergie. Alors que le prix du pétrole est en hausse constante, alors que le protocole de Kyoto nous impose des économies d'énergie, nous vivons dans un espace nous forçant à en dépenser. L'utilisation de l'énergie dans nos campagnes est l'un des principaux défis pour l'avenir. Ce défi nous amènera un jour ou l'autre à repenser complètement la manière dont nous occupons le territoire.

La mobilité va devenir de plus en plus coûteuse et cela aura des effets très graves pour certains milieux ruraux et certaines catégories de population qui, si elles sont privées de mobilité, seront privées de tout.



Vous parlez du redéploiement démographique dans les villages . La pression exercée sur le logement « à la campagne » n'est-elle pas aussi l'une des nouvelles donnes du milieu rural ?

Si, d'autant que cette pression chasse les plus pauvres. Si vous prenez par exemple la région du Sud-Luxembourg aujourd'hui, se loger devient très difficile pour les gens aux revenus moyens ou faibles. Avec la proximité du Grand Duché du Luxembourg et de ses salaires élevés, cette région devient une simple zone résidentielle, une « zone dortoir ». Il y a le même problème dans d'autres régions provoqué par l'afflux du tourisme, la proximité d'une grande ville... Si les tendances actuelles continuent, les populations pauvres vont être exclues des milieux ruraux. Mais il faut mettre cela en tension avec les droits individuels de propriété. Pas évident à réguler, mais nécessaire.

Quelle est la place de l'agriculture, alors que seulement un agriculteur sur cinq aura un successeur ?

À l'heure de la libéralisation et de la mondialisation, quels types d'activités agricoles peut-on espérer conserver dans les milieux ruraux wallons ? On ne s'en sortira qu'en jouant sur la qualité, sur la diversification, sur des circuits courts entre le producteur et le consommateur, sur une agriculture de service (entretien des espaces)...

Un autre enjeu important est de raisonner les questions agricoles en termes de projets de territoire. Quel projet pour quel territoire ? Quelle place de l'agriculture et quelles filières développer dans ce territoire ? Par exemple, la Gaume et le Sud-Luxembourg pourraient représenter un territoire cohérent, dans lequel les problèmes sont à peu près les mêmes, et à partir duquel on pourrait concevoir un projet commun.

L'éducation a-t-elle un rôle spécifique à jouer ?

En matière d'éducation à l'environnement, ce qui me semble important à développer est une éducation à la diversité des usages et des perceptions qu'on a de l'environnement. Par exemple, la forêt du chasseur n'est pas celle du forestier, ni celle du promeneur, ni du naturaliste. Idem pour la campagne. Dès l'éducation la plus basique, on doit apprendre à voir cette diversité d'approches et à comprendre qu'il y a plusieurs environnements et plusieurs manières de les utiliser.

Cela vaut également dans nos milieux professionnels et administratifs. Une éducation à la négociation, à la médiation, à la paix y est nécessaire. Pour que, lorsqu'un agriculteur veut installer une nouvelle porcherie, les personnes concernées se mettent autour de la table avant de se harponner.

propos recueillis par Christophe DUBOIS